

## La réception de l'oeuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883)

La question de la réception de l'oeuvre de Marx par les économistes français, du lendemain de la Commune de Paris jusqu'à la mort du dirigeant socialiste, s'insère dans une enquête plus vaste concernant l'accueil qui lui est réservé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par les universitaires - philosophes, sociologues, économistes et historiens - en le distinguant de la réception "militante" par les socialistes. Cette dernière en effet a été déjà largement explorée par des travaux importants ; qu'il s'agisse de recherches sur "l'introduction du marxisme" en France par ceux des socialistes qui s'en réclamaient explicitement, les guesdistes ; ou plus récemment par des études mettant l'accent sur le rôle de socialistes non orthodoxes, au premier rang desquels Georges Sorel<sup>2</sup>.

L'objectif ici est autre, car on se place dans la perspective d'une historiographie actuelle qui s'attache tout autant à écrire une histoire intellectuelle, et non plus seulement politique, du socialisme, qu'à comprendre pourquoi celui-ci "fut durant près d'un siècle l'un des pôles majeurs de la vie intellectuelle française"<sup>2</sup>. Dans cette optique, on voudrait cerner les modalités des processus de réception, par les intellectuels, d'une oeuvre - celle de Marx - qui sans doute plus que toute autre, n'existe dans l'histoire qu'à travers les lectures et les interprétations, multiples et divergentes, qui en furent faites.

Marx est probablement le seul qui ait laissé son nom à une théorie, en même temps qu'à des partis politiques structurés. Il s'est voulu à la fois un savant et un révolutionnaire, et cette dualité marque à son tour fortement le devenir historique d'une oeuvre, qui s'inscrit largement en contradiction avec ce qu'était le projet avoué de son auteur. On songe en premier lieu, bien sûr, aux marxismes, pluriels et souvent opposés, conduisant tantôt au réformisme de la social-démocratie, tantôt à l'idéologie d'Etat de dictatures totalitaires. Mais il en va de même dans la sphère théorique. Alors que Marx a voulu faire la critique radicale des savoirs institués, de la philosophie et de l'économie politique notamment, il s'est trouvé reconnu, à titre d'économiste ou de philosophe, et intégré dans ces disciplines académiques.

L'étude de l'accueil réservé à son oeuvre devrait contribuer à élucider ce destin singulier. La problématique de la réception implique en effet que, tout en incluant la complexité de l'auteur lui-même, la recherche se déplace du côté des lecteurs. Il s'agit d'abord de cerner les facteurs qui conditionnent leur intérêt ou leur indifférence à l'endroit de l'oeuvre, puis - à travers l'analyse des lectures et des interprétations auxquelles celle-ci donne lieu - de dégager les significations nouvelles dont le texte initial se charge peu à peu.

Dans cette optique, l'approche de Marx par le milieu très structuré des économistes français ne manque pas d'originalité. Car ils sont les premiers, avant même les socialistes ou les autres corporations intellectuelles, à lui porter attention ; les premiers aussi à l'introduire, dès avant sa mort, dans leur enseignement universitaire. La spécificité d'une discipline, l'économie politique, où les finalités politiques et scientifiques sont étroitement intriquées, permet de rendre compte de cette priorité, mais aussi du caractère hautement réducteur de lectures du Capital où transparaissent les enjeux qui animent le libéralisme français de l'époque.

Les économistes, précurseurs dans la réception de Marx en France

En juillet 1872, le Journal des Economistes publie un long article signé de Maurice Block qui résume puis critique Le Capital<sup>2</sup>. Dans les années qui suivent, la presse économique multiplie les références au dirigeant socialiste. Les économistes sont ainsi les seuls à

l'époque à faire connaître publiquement le nom et les écrits de Marx. Les autres intellectuels, les philosophes en particulier, s'en désintéressent<sup>[2]</sup>. Quant aux socialistes, désorganisés par la terrible répression qui suit la Commune, ils sont - dans le meilleur des cas - en exil, et réduits pratiquement au silence en France même<sup>[2]</sup>.

Cette priorité, étonnante, des économistes dans l'introduction de Marx en France s'explique d'abord par le fait que l'économie politique constitue, à l'époque, un milieu homogène et fortement charpenté, habitué de longue date à la lutte ouverte contre le socialisme ; mais compte aussi le poids d'une conjoncture très particulière, car le choc de l'insurrection parisienne de 1871 va aiguïser encore davantage l'inquiétude des économistes et leur volonté de combattre les doctrines subversives.

Le "lobby" libéral et l'onde de choc de la Commune de Paris

La structuration du milieu économiste remonte aux années 1830-1840, en un temps où le foisonnement des théories socialistes et communistes accompagne la violence du mouvement ouvrier naissant. La nécessité de lutter tant contre ces théories pernicieuses, que contre tout interventionnisme de l'Etat, constituent les deux raisons essentielles qui poussent les économistes à se regrouper afin d'approfondir et de propager le libéralisme. La spécificité de l'économie politique tient, en effet, à ce que, dès l'origine, elle combine les préoccupations proprement scientifiques avec la volonté d'être en prise directe sur la vie économique et sociale. Cette dualité rend compte des formes précoces et particulières d'organisation de la discipline. Il s'agit bien là d'un véritable "lobby", à visée tout autant politique qu'idéologique, qui s'édifie pour tenter d'imposer, de façon très militante, les thèses libérales<sup>[2]</sup>.

Les trois pôles de ce groupe de pression vont donner toute sa cohérence et sa puissance au milieu économiste : la maison d'édition Guillaumin, créée en 1835, le Journal des Economistes, revue fondée en 1841, qui devient rapidement la clef de voûte du lobby ; enfin la Société d'économie politique, née en 1842, constituant un véritable "laboratoire d'idées" où se rencontrent intellectuels, publicistes, négociants, industriels et hommes politiques. On ne peut résumer ici la longue lutte menée trente années durant par les économistes à l'encontre des doctrines communistes et socialistes. On notera cependant que celle-ci est structurée fondamentalement par l'opposition rigoureuse de la science et de "l'utopie". D'un côté, en effet, l'économie politique est la science des "lois naturelles" qui régissent la production et la répartition des richesses. Ces lois impliquent "l'harmonie naturelle" des intérêts sociaux, ce que souligne fortement F. Bastiat (1801-1850). Tout projet de réforme, allant à l'encontre de l'ordre naturel, relève donc de l'utopie. Cette antinomie radicale établit d'abord, il faut le souligner, une équivalence absolue entre la notion d'"économie politique" et le libéralisme intégral, opposé à toute intervention de l'Etat. Elle permet, dans le même mouvement, de construire une véritable continuité entre ceux qui prônent l'ingérence la plus minime soit-elle de l'Etat, et les communistes les plus décidés. Tous sont englobés dans la même condamnation, pour crime d'atteinte au droit de propriété, et à la distribution "naturelle" des richesses qui en découle.

Les réformateurs les plus timides sont même jugés les plus dangereux, parce qu'ils cachent mieux un jeu qui ne peut manquer de déboucher, via le socialisme, sur un communisme toujours conçu comme l'écrasement complet de l'individu par l'Etat. Face à cette dangereuse pathologie, à ces "maladies de l'esprit humain"<sup>[2]</sup>, que sont ces utopies "folles", il n'existe qu'un seul antidote : la propagation des "principes sains" de l'économie politique, que les différents auteurs ne se lassent pas d'invoquer, comme pour conjurer l'Histoire. Celle-ci n'allait pas tarder à leur infliger une rude secousse.

Le traumatisme de la Commune venant après celui de la défaite, va jouer un rôle moteur dans la "découverte" de Marx par les économistes. Car le soulèvement parisien les pousse, compte tenu des inquiétudes et des comportements déjà traditionnels qui sont les leurs face au mouvement ouvrier et socialiste, à redoubler de vigilance. Or si celui-ci a été écrasé et durablement désorganisé en France, il n'en est pas de même à l'échelle européenne. Des menaces subsistent - l'Association Internationale des Travailleurs, mais aussi la vitalité, potentiellement contagieuse, du socialisme allemand -- qui alarment fort le libéralisme français. C'est au point exact de convergence de ces deux préoccupations, dans une conception très politique de la science économique, qu'il rencontre Marx.

L'artisan initial de cette rencontre n'est autre que Maurice Block dont l'article de 1872 déjà cité - en même temps qu'il révèle le rôle dirigeant, jusque là méconnu, de Marx dans l'Internationale - attire l'attention sur le développement théorique du socialisme outre-Rhin.

Un pionnier : Maurice Block

Maurice Block (1816-1901), né à Berlin de parents allemands qui se fixent rapidement à Paris, est une personnalité reconnue du milieu libéral. Membre de la Société d'économie politique, auteur de nombreux ouvrages, il est un collaborateur important des deux revues économiques de l'époque dont il tient notamment les rubriques consacrées à l'Allemagne. Son intérêt pour le socialisme allemand ressort en partie de ses origines et est facilitée par son bilinguisme. Mais on peut faire l'hypothèse que comptent aussi les sympathies politiques de sa jeunesse. M. Block signale en effet, au début de son article, qu'il a fréquenté durant quelques mois à Paris, en 1844, Marx et l'équipe des Annales franco-allemandes, dont l'animateur lui "a laissé le souvenir d'un homme aussi instruit qu'agréable"<sup>[1]</sup>. Ces contacts personnels contribuent sans doute à expliquer le ton modéré (quoique sans concession dans la critique) de l'auteur, qui n'hésite pas à écrire que Le Capital "est un remarquable travail. Par cet ouvrage M. Marx se classe parmi les esprits analytiques les plus éminents, et nous n'avons qu'un regret, c'est qu'il ait suivi une fausse direction"<sup>[2]</sup>.

Les indications sur la biographie de Marx données par Block sont très incomplètes. Il ignore en particulier l'existence même du Manifeste communiste<sup>[3]</sup>. Mais l'importance de l'article est ailleurs. Elle est d'abord, bien sûr, dans le long résumé du Capital, que l'auteur fait suivre d'une critique dont les thèmes (la théorie de la plus-value et celle de la valeur) seront repris par toute l'école libérale. Mais de plus, le second volet du texte examine les positions de Lassalle, de Shaeffle et des socialistes de la chaire, ces professeurs d'économie qui viennent de s'organiser, en rupture avec le libéralisme pur. Le tableau qu'il dresse ainsi des "théoriciens du socialisme allemand" souligne cette gradation subtile qui - du chef de l'AIT à ces universitaires réputés, partisans d'une certaine intervention de l'Etat dans l'économie, que sont les socialistes de la chaire - vient brouiller la représentation traditionnelle des économistes français : celle d'une science économique qui se confond toute entière avec le libéralisme intégral, et à laquelle s'oppose radicalement les utopies "démentes" du socialisme. Car Block admet qu'on ne saurait désormais réduire le socialisme à l'utopie, qu'il faut le considérer comme une théorie cohérente, rivale en quelque sorte de l'économie politique, et qui vient la contester sur son propre terrain. Il prépare ainsi une réflexion sur la redéfinition de l'économie politique qui servira de toile de fond, quelques années plus tard, à de nouvelles lectures du Capital.

Un intérêt avant tout politique pour Marx (1872-1878)

Jusqu'en 1878 Marx est absent des livres d'économie politique, mais sa notoriété se construit au rythme des références qui lui sont faites dans les revues économiques : 26 au total, dont 20 dans le Journal des Economistes, et 6 dans L'Economiste français, un

hebdomadaire qui s'adresse en priorité aux négociants et aux industriels, lancé en 1873 par l'un des chefs de file du libéralisme, Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916).

Les thèmes des articles où Marx est mentionné témoignent de l'intérêt avant tout politique porté au dirigeant socialiste, plus qu'au théoricien, dans cette conjoncture indécise de l'après-Commune. Six de ces papiers sont consacrés aux congrès de l'AIT, dont les économistes suivent la scission avec une attention inquiète, et où le rôle de Marx est maintenant bien connu.

Le dynamisme du mouvement socialiste allemand est un autre sujet de préoccupation pour le libéralisme français, impressionné par sa force électorale comme par l'agitation ouvrière qu'il entretient. Marx est évoqué à ce propos cinq fois. Mais son influence politique, qui il est vrai apparaît peu au grand jour, est sous-estimée au profit de celle de Lassalle, tandis que l'unification des socialistes allemands en 1875, au congrès de Gotha, passe quasiment inaperçue.

En fait, une menace beaucoup plus pressante vient d'Allemagne, qui polarise l'énergie des économistes français : le Socialisme de la chaire. Marx est cité à 6 reprises dans des articles sur ce thème. Mais l'on aura une idée de la passion suscitée en France par cette "Nouvelle Ecole" en constatant que 8 articles de fond lui sont consacrés par le JDE, contre un (celui de Block) à l'auteur du Capital. C'est que l'enjeu est double : politique et théorique. Le danger politique est le plus immédiat. En effet, derrière ces professeurs d'économie - refusant un "Laissez-faire" absolu qu'ils jugent incapable de résoudre la question sociale - se profile le "Socialisme d'Etat" de Bismarck, encore plus redouté que ne l'est le socialisme révolutionnaire.

Quant à l'enjeu théorique il n'est pas moindre. Les socialistes de la chaire justifient l'intervention de l'Etat pour améliorer la justice sociale en rejetant l'existence de ces "lois naturelles" de l'économie qui sont le véritable credo des économistes français. Dès lors pour ceux-ci la question est simple : les professeurs allemands sont-ils encore des "économistes", ou doit-on penser qu'ils ont pactisé avec l'ennemi, qu'ils sont passé du côté du socialisme ? Cette dernière position est défendue avec virulence par les chefs de file du libéralisme : Joseph Garnier, le tout-puissant directeur du JDE, en tête, suivi de près par Paul Leroy-Beaulieu. Mais des voix plus modérées se font aussi entendre, celle de Maurice Block notamment. Il voit en eux des économistes qui se trompent lourdement, mais avec qui l'accord reste possible sur les bases fondamentales de l'économie politique. Prolongeant sa réflexion, il en vient même à inscrire explicitement Marx lui-même dans la généalogie des économistes : "Certains principes ont une telle évidence, note-t-il, que tout le monde est forcé de les accepter, Ad. Smith et Ricardo, Karl Marx et Lassalle, aussi bien que tous les modernes, élèves des uns et des autres"<sup>2</sup>.

En fait avec le Socialisme de la chaire, une brèche est ouverte, pour la première fois, dans l'unanimité libérale, obligeant les économistes français à redéfinir leur position sur une question jusque là évidente pour eux : l'identité de la science économique et du libéralisme pur. C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre l'attention portée, par une petite poignée d'universitaires, à l'auteur du Capital. Leurs lectures de son oeuvre reflètent d'ailleurs, on va le voir, l'enjeu théorique majeur soulevé par le Socialisme de la chaire.

La reconnaissance académique de Marx (1879 - 1883)

Marx fait son entrée à l'Université au tournant des années 1880, à un moment où rien, dans l'actualité immédiate, ne vient plus soutenir un intérêt proprement politique à son égard.

Les revues d'ailleurs mentionnent à peine son nom (6 références de 1879 à 1883). Par contre, six livres, publiés durant cette courte période par quatre auteurs différents,

fournissent des analyses critiques de son oeuvre, et prouvent que, à la faveur de la nouvelle configuration théorique venue d'Allemagne, c'est bien la représentation du théoricien de l'économie politique qui désormais s'affirme.

Nos auteurs sont des universitaires qui, pour avoir séjourné en Allemagne, connaissent bien la culture et la langue de ce pays. Mais ils portent sur le mouvement des idées qui s'y développe des regards fort différents. Paul Cauwès (1843-1917), professeur à l'Université de Paris, est le premier à évoquer Marx en 1879<sup>[1]</sup>. Sans adhérer entièrement au Socialisme de la chaire, il s'en rapproche, ce qui lui vaut l'hostilité farouche du lobby libéral. Il en va de même pour Emile de Laveleye (1822-1892). Professeur belge éminent, il est néanmoins très présent dans la vie intellectuelle française. Ses articles sur Marx et le socialisme allemand, publiés en 1876 dans la Revue des Deux-Mondes, font date. Ils seront intégrés en 1883 dans un livre qui va faire scandale, car son auteur s'y révèle un partisan convaincu de la "Nouvelle Ecole" allemande<sup>[2]</sup>. Par contre, Alfred Jourdan (1823-1891), professeur à l'Université d'Aix-en-Provence<sup>[3]</sup>, et Paul Leroy-Beaulieu sont des défenseurs acharnés du libéralisme pur. L'ouvrage de Leroy-Beaulieu est particulièrement important. Il y reprend ses cours sur Marx et le Collectivisme, professés au Collège de France en 1881-1882<sup>[4]</sup>.

Pour caractériser rapidement ces premières lectures du Capital par les économistes (y compris celle de Block), on notera d'abord que, sur les points fondamentaux, les analyses de nos auteurs sont très proches. A partir de la grille de lecture libérale qui est la leur, des aspects essentiels de la problématique d'ensemble de Marx leur échappent ; de sorte que, en se focalisant sur la théorie de la plus-value envisagée de façon isolée, le feu de leurs critiques se concentre sur ce qui relève, à leurs yeux, d'une théorie erronée de la répartition des richesses. Mais si cette vision très réductrice du Capital leur est commune, leurs appréciations divergent précisément sur cette question de la répartition, derrière laquelle se dessine l'enjeu déjà évoqué - celui de la mise en cause du libéralisme pur.

Une lecture réductrice du Capital

L'attention de nos économistes est à ce point centrée sur la théorie de la plus-value que l'on pourrait dire, en schématisant quelque peu, que Marx, pour eux, défend la thèse suivante : le travail gratuit du prolétaire est à l'origine du profit, alors que l'ouvrier devrait, au contraire, percevoir le "produit intégral" de son travail. Cette conception prêtée à Marx, que les auteurs assimilent très souvent à celle de Proudhon, aboutit à mettre au centre du débat la question de la distribution, et non celle de la production. Dans ce cadre, en effet, la discussion se développe nécessairement sur le terrain bien balisé du libéralisme, où les trois facteurs de la production - la terre, le capital et le travail - ont un droit également légitime à rémunération. De fait l'argumentation des économistes contourne, en quelque sorte, le problème du travail gratuit, considéré comme "une assertion qui ne repose sur rien" et une pure "supposition"<sup>[5]</sup>. Elle s'attache d'abord à réfuter la thèse de Marx selon laquelle le capital constant ne produit pas de plus-value. Pour les économistes, au contraire, c'est précisément parce qu'outils et machines, en augmentant la productivité du travail, accroissent la quantité de biens disponibles, que ce capital, fruit de l'épargne, mérite rétribution. Ils insistent aussi avec force, dans la tradition de J.B. Say, sur la rémunération nécessaire de l'entrepreneur, dont les services sont une contribution essentielle à la création des richesses.

Ayant ainsi exposé leur propre doctrine de l'origine et de la légitimité du profit, nos auteurs estiment que la théorie de Marx "s'écroule comme un château de cartes"<sup>[6]</sup>. Pour l'observateur, cependant, la chose est moins sûre, car il est surtout clair que les économistes, enfermés dans leur problématique libérale, ne comprennent pas celle de

Marx. Ils ne voient pas que celui-ci vise à analyser le mode de production capitaliste, conçu comme historiquement déterminé, et à penser le procès de son développement, qui mène, selon lui, nécessairement à sa disparition. Il est d'ailleurs significatif que les économistes, quand ils résument *Le Capital*, "oublient" systématiquement d'évoquer la dernière section, consacrée à "l'accumulation du capital". Pourtant ces chapitres, en mettant l'accent sur la dynamique d'ensemble du mode de production, entendent montrer que celui-ci crée, dans le même mouvement, les conditions de son "dépassement". De plus, c'est dans cette conception que s'ancre, pour Marx, la dialectique, elle qui "dans l'intelligence positive de l'état de chose existant inclut du même coup l'intelligence de sa négation, de sa destruction nécessaire"<sup>[1]</sup>. Or les économistes, qui ne cessent de reprocher à Marx de ne pas évoquer la société future, ne prennent sa dialectique que pour une rhétorique inutilement compliquée, ou une véritable sophistique.

Confinés dans l'horizon du libéralisme qui postule l'existence de "lois naturelles", a-historiques, de la production, nos auteurs ne perçoivent donc pas la démarche méthodologique et la perspective profondément historique qui font l'originalité du *Capital*. Et quand le raisonnement de son auteur se fait très explicite, quand il insiste notamment sur le caractère historique du concept de "capital", P. Leroy-Beaulieu se contente de lui répondre que les outils rudimentaires de l'âge de pierre, en tant qu'instruments facilitant le travail, sont déjà du capital !<sup>[2]</sup>

Divergences sur le "socialisme scientifique"

Mais si les économistes sont d'accord pour voir avant tout dans *Le Capital* une théorie erronée de la répartition, sur cette question réapparaissent les enjeux plus fondamentaux qui les séparent, et qui les conduisent à porter des jugements contradictoires sur l'oeuvre de Marx.

Pour Jourdan et Leroy-Beaulieu, celui-ci est à ranger, aux côtés de tous ceux qui s'en prennent aux "lois naturelles", parmi les adversaires acharnés de l'économie politique. Son "socialisme prétendu scientifique" est donc dépourvu, en fait, de toute valeur scientifique. Il relève de ces "écoles anti-économiques" dont l'économie politique, qui en tant que libéralisme pur est la vérité, se doit de faire le procès<sup>[3]</sup>.

Il en va tout autrement pour Cauwès et, surtout, pour Laveleye. Celui-ci pense, à l'instar des socialistes de la chaire, que la répartition des richesses dépend non de lois naturelles, mais de "lois civiles", historiquement variables, et que l'on doit réformer pour une meilleure justice sociale<sup>[4]</sup>. Or à ses yeux, Marx, en démontant le mécanisme de la plus-value, veut faire apparaître l'injustice indéniable de la distribution actuelle comme "le résultat de lois nécessaires qui gouvernent les sociétés humaines"<sup>[5]</sup>. Mais il n'y parvient que parce qu'il fonde son raisonnement sur la théorie de la valeur-travail, qu'il reprend à Smith et Ricardo, et que Laveleye combat avec vigueur au nom de la valeur-utilité. Cela le conduit à un véritable tournant dans la représentation de Marx, qu'il inscrit fermement dans la filiation des économistes classiques : "C'est l'économie politique, affirme-t-il, qui a fourni au socialisme une base scientifique et qui lui a permis de sortir des rêves de l'utopie"<sup>[6]</sup>. Laveleye admet ainsi que l'auteur du *Capital* a fait, selon le mot de Cauwès, "oeuvre scientifique"<sup>[7]</sup>. Mais cette première reconnaissance du caractère scientifique de Marx n'a qu'un but : appeler à une redéfinition de l'économie politique et à une révision de certains de ses principes fondamentaux, car, comme l'écrivent nos auteurs, c'est "à cette science que les socialistes contemporains ont emprunté leurs armes les plus redoutables"<sup>[8]</sup>. On voit ici comment la critique du théoricien socialiste vient s'insérer dans la discussion soulevée par la

"Nouvelle Ecole", comment elle sert d'argument à ceux qui prônent l'abandon du libéralisme intégral.

Ces premières lectures universitaires du Capital en France sont donc, on le constate, étroitement conditionnées par les postulats et les polémiques qui marquent le milieu libéral de l'époque. Marx est certes désormais reconnu comme économiste, explicitement par les plus novateurs de nos auteurs, implicitement par les autres. Mais l'interprétation profondément réductrice qu'ils développent, les uns et les autres, de son travail tend à gommer presque entièrement l'horizon historique et philosophique où s'enracine sa démarche et qui donne à son ouvrage toute sa dimension.

On peut penser d'ailleurs que c'est là un des facteurs qui permet de rendre compte du désintérêt total manifesté par les autres intellectuels à l'égard d'un livre qui leur paraît, dès lors, ne relever que des débats internes à l'économie politique.

De fait, il faudra attendre les années 1895 pour que des universitaires s'intéressent, en plus grand nombre et à partir de disciplines diverses, à son oeuvre. Contribuent à l'expliquer non seulement la croissance politique du mouvement socialiste, mais aussi l'ouverture théorique que représentent, outre les recherches de Georges Sorel lui-même, les textes d'Antonio Labriola et de Benedetto Croce que celui-ci introduit en France, au travers du Devenir social, la revue marxiste qu'il anime avec Paul Lafargue. C'est la conception de l'histoire de Marx, jusque là très négligée, qui focalise alors l'attention - notamment dans le milieu de la sociologie, en pleine structuration. Une nouvelle représentation de l'auteur du Capital se construit désormais - celle du sociologue - qui tend à supplanter, au tournant du siècle, la figure de l'économiste. Ce sont cependant les économistes qui auront joué le rôle de précurseurs dans cette découverte - lente et longtemps encore limitée, à tous égards - de la pensée de Marx par les intellectuels français.

Jacqueline Cahen